

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

## POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

 Marahiti 116  
N° 10

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

 Mahana 31  
no Mati 1967

### ABONNEMENTS

 Un an    Six mois    3 mois  
(Francs Pacifique)

Polynésie française.	450 fr.	240 fr.	130 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	470 fr.	250 fr.	135 fr.
Etranger.....	600 fr.	350 fr.	200 fr.

### PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 25 fr. — Etranger : 35 fr.  
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être  
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.  
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.  
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard  
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

### ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-  
nonces diverses : la ligne..... 30 fr.  
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 15 fr.  
Publications de sociétés philanthropiques,  
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 15 fr.  
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### Actes du Gouvernement Local

	Pages
1967 6 fév. Arrêté n° 364 AA/F rendant exécutoire la déli- bération n° 67-5 du 16 janvier 1967 portant modification du budget local de fonctionne- ment, exercice 1967. . . . .	204
9 fév. Arrêté n° 392 AA rendant exécutoire la déli- bération n° 67-8 du 31 janvier 1967 portant modification du budget de fonctionnement exercice 1967. . . . .	205
15 fév. Arrêté n° 481 AA/PLAN rendant exécutoire la délibération n° 66-115 du 21 novembre 1966 de l'assemblée territoriale approuvant un vire- ment d'autorisations de programme sur la section locale du F.I.D.E.S. et le transfert de crédits inscrits au III° Plan. . . . .	205
21 fév. Arrêté n° 551 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-6 du 31 janvier 1967, au- torisant les opérations foncières nécessaires au percement de la route dite du « Stade de Fautau ». . . . .	206
8 mars Arrêté n° 742 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-15 du 14 février 1967, au- torisant un échange de terrains à Puen entre le territoire et les consorts Teotahi et Tauru. . . . .	207
8 mars Arrêté n° 744 ELV organisant des campagnes de plonge dans certains lagons. . . . .	207
9 mars Arrêté n° 775 AA portant relevé définitif des candidats pour le second tour des élections législatives en Polynésie française. . . . .	208

14 mars Arrêté n° 820 AA relatif aux bureaux de vote pour l'élection du représentant de la Poly- nésie française à l'assemblée nationale, (scru- tin du 19 mars 1967). . . . .	209
16 mars Arrêté n° 835 PEL relatif aux taux et aux mo- dalités d'attribution des bourses de formation professionnelle. . . . .	209
16 mars Arrêté n° 840 AA/P rendant exécutoire la déli- bération n° 67-18 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territo- riale de la Polynésie française. . . . .	211
16 mars Arrêté n° 841 ELV ouvrant la plonge à nu dans le lagon de Amanu. . . . .	212
16 mars Arrêté n° 842 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé. . . . .	213
16 mars Arrêté n° 843 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Tefana. . . . .	213
17 mars Arrêté n° 863 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 67-14 du 14 février 1967, ac- cordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Tahiti. . . . .	214
17 mars Arrêté n° 864 AA rendant exécutoire la déli- bération n° 67-21 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée terri- toriale de la Polynésie française. . . . .	215
17 mars Arrêté n° 865 AA/S rendant exécutoire la déli- bération n° 67-23 du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée terri- toriale de la Polynésie française. . . . .	216
20 mars Arrêté n° 884 AA/PLAN rendant exécutoire la délibération n° 66-121 bis du 1er décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme 1967 de la section locale du F.I. D.E.S., dans la limite des opérations approu- vées le 27 février 1967 par le comité di- recteur. . . . .	217

20 mars	Décision n° 907 FT accordant une subvention . . . . .	217
20 mars	Décision n° 908 FT portant attribution d'une bourse de formation professionnelle à un instituteur de l'enseignement privé . . . . .	218
22 mars	Arrêté n° 946 CD portant rectification d'un arrêté de dégrèvements . . . . .	218
22 mars	Arrêté n° 948 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae, Faaa et Uturoa, pour l'exercice 1966 . . . . .	219
22 mars	Arrêté n° 949 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local, pour les exercices 1964, 1965 et 1966 . . . . .	220
22 mars	Arrêté n° 950 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae et Faaa, pour l'exercice 1967 . . . . .	220
	Extraits . . . . .	221

### Avis officiels

#### Enquêtes de commodo et incommodo :

Mlle Régina Cérans . . . . .	224
M. Apuaril Joseph . . . . .	224
M. Louis Graffe . . . . .	224
M. Laris Kindynis . . . . .	224
M. Etienne Buluc . . . . .	224
Service des douanes.— Cours des changes . . . . .	225

### PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires . . . . .	225
Annonces diverses . . . . .	226

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

**ARRÊTÉ n° 364 AA/F du 6 février 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-5 du 16 janvier 1967 portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1967.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-5 du 16 janvier 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 6 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

#### DÉLIBÉRATION n° 67-5 du 16 janvier 1967 portant modification du budget local de fonctionnement, exercice 1967.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 26 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget local 1967 ;

Vu la lettre n° 1006 FT en date du 11 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 16 janvier 1967,

#### ADOpte :

Article 1<sup>er</sup>.— Il est créé 6 postes de gardiens de prison contractuels à la maison d'arrêt de Papeete.

Art. 2.— Le budget local de fonctionnement exercice 1967 est modifié comme suit (en milliers de francs CP) :

Chap.	Art.	Désignation	En + par article	En + par chapitre
14	1	A.- Recettes		
		Prélèvements sur la caisse de réserve	2.400	2.400
7	3	B.- Dépenses		
		Etablissements pénitentiaires	2.400	2.400

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,  
Jean SALMON.

Le président,  
Elie SALMON.

**ARRÊTÉ** n° 392 AA du 9 février 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-8 du 31 janvier 1967 portant modification du budget de fonctionnement exercice 1967.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-8 du 31 janvier 1967 de la commission de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, portant modification du budget de fonctionnement, exercice 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 9 février 1967.

Pour le gouverneur en tournée :

*Le secrétaire général,*  
**R. LANGLOIS.**

**DÉLIBÉRATION** n° 67-8 du 31 janvier 1967 *portant modification du budget de fonctionnement (année 1967).*

La commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial de 1967, et notamment l'arrêté n° 4220 AA/F du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 arrêtant le budget territorial pour 1967 ;

Vu la lettre n° 1261 IAA du 1<sup>er</sup> décembre 1966 de Monsieur le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement en sa séance du 1<sup>er</sup> décembre 1966 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'Assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-9 en date du 31 janvier 1967 de la commission permanente ;

Vu l'urgence ;

Dans sa séance du 31 janvier 1967,

**ADOpte :**

Article 1<sup>er</sup>.— Le budget territorial de fonctionnement de l'année 1967 est modifié comme suit :

I - *Recettes*.— Chap. 14 - Prélèvements sur la caisse de réserve de la somme de un million trois cent dix sept mille francs (1.317.000) Frs.

II - *Dépenses*.— Chap. 27 - Service des affaires sociales article 4 nouveau : Service polynésien de formation professionnelle et de promotion sociale (S.E.P.P.S.).

Dépenses de personnel	Budget Etat	Budget local	F.I.D.E.S. Sect. général
MM. Elix, inspecteur des affaires administratives	X		
Grand Alfred		X	
Dourthe			X
x assistant tahitien		360.000	
x secrétaire archiviste du S.E.P.P.S.		360.000	
3 assistants techniques pendant 3 mois		235.000	
Total de l'article 4 nouveau : Neuf cent cinquante cinq mille francs		955.000	

Chapitre 28 - article 4 nouveau matériel

Dépenses de matériel :

- 1 machine à écrire grand chariot .....	50.000 »
- 1 classeur dossiers suspendus .....	12.000 »
- fonds de documentations .....	200.000 »
- cahiers polynésiens .....	50.000 »
- fournitures de bureau .....	50.000 »

Total de l'article 4 nouveau : Trois cent soixante deux mille francs 362.000 »

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un membre,*  
**Jean SALMON.**

*Le président,*  
**Elie SALMON.**

**ARRÊTÉ** n° 481 AA/PLAN du 15 février 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 66-115 du 21 novembre 1966 de l'Assemblée territoriale approuvant un virement d'autorisations de programme sur la section locale du F.I.D.E.S. et le transfert de crédits inscrits au III<sup>e</sup> Plan.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946, et les textes subséquents ;

Vu la délibération n° 66-115 du 21 novembre 1966 de l'assemblée territoriale approuvant un virement d'autorisations de programme sur la section locale du F.I.D.E.S. et le transfert de crédits inscrits au III<sup>e</sup> Plan ;

Vu la résolution n° 16 du comité directeur du F.I.D.E.S. en date du 20 janvier 1967,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération susvisée de l'assemblée territoriale approuvant divers virements d'autorisations de programme de la section locale du F.I.D.E.S., suivant le tableau ci-après :

Chap.	Art.	S	Opérations	Annulations	Ouverture
4002	2	1	Pépinières de cocotiers	1.200.000	—
*	*	2	Baguage de cocotiers	1.000.000	—
*	3	-	Cacaoyer	670.000	—
*	5	-	Poivrier	830.000	—
5002	4	1	Centre de formation d'expérimentation et de démonstration d'Opunohu	—	3.700.000
				3.700.000	3.700.000

Art. 2.— Les chefs des services du plan et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 15 février 1967.

Pour le gouverneur  
et par délégation :

*Le secrétaire général,*  
R. LANGLOIS.

**ARRÊTÉ n° 551 AA/DOM du 21 février 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-6 du 31 janvier 1967, autorisant les opérations foncières nécessaires au percement de la route dite du "Stade de Fautaua".**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-6 du 31 janvier 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, autorisant les opérations foncières nécessaires au percement de la route dite du "Stade de Fautaua".

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 février 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*  
R. LANGLOIS.

**DÉLIBÉRATION n° 67-6 du 31 janvier 1967 autorisant les opérations foncières nécessaires au percement de la route dite du "Stade de Fautaua".**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1249 DOM du 23 novembre 1966 de Monsieur le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-7 en date du 31 janvier 1967 de la commission permanente,

#### ADOpte :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont autorisées les opérations foncières d'échange de terrains nécessaires à l'emprise de la route dite du "Stade de Fautaua" à Pirae, telles que ces opérations figurent au tableau annexé à la présente délibération.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un membre,*  
Jean SALMON

*Le président,*  
Elie SALMON

**SERVICE DES DOMAINES ET DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE**

#### TABLEAU

des opérations foncières (échanges de terrains) nécessaires à l'emprise de la route du "Stade de Fautaua" à Pirae.

N° d'ordre	Nom des propriétaires	Cessions, à titre d'échange par les propriétaires des lots du terrain "Champ de courses" au territoire	Cessions, en contre-échange par le territoire aux propriétaires des lots du "Champ de courses"	Soulttes en espèces à verser par le territoire
1	M. Henri Raoulx	Lot A 5 du "Champ de courses" à Pirae, de 910 m <sup>2</sup>	Parcelle du lot A 4 de la même terre, de 854 m <sup>2</sup>	56.000 Engagement par le territoire de remblayer au niveau de la route, la partie basse du lot A 4 à céder à M. Raoulx et de construire une murette de protection le long du ruisseau longeant ladite parcelle
2	M. Gustave Villierme	Parcelle du lot A 7 du "Champ de courses", de 165 m <sup>2</sup>	Parcelle du lot A 6 de la même terre, de 270 m <sup>2</sup>	néant En raison de la nouvelle forme irrégulière donnée au terrain de M. Villierme et de la moins-value en résultant, l'échange s'effectuera sans soultte

ARRETE n° 742 AA/DOM du 8 mars 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-15 du 14 février 1967, autorisant un échange de terrains à Pueu entre le territoire et les consorts Teotahi et Tauru.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-15 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française autorisant un échange de terrains à Pueu entre le territoire et les consorts Teotahi et Tauru ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré en sa séance du 8 mars 1967,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-15 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, autorisant un échange de terrains à Pueu entre le territoire et les consorts Teotahi et Tauru.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 8 mars 1967.

*Le gouverneur,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

DELIBERATION n° 67-15 du 14 février 1967 *autorisant un échange de terrains à Pueu entre le territoire et les consorts Teotahi et Tauru.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre n° 1017 DOM du 26 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement dans sa séance du 25 janvier 1967 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-15 en date du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le territoire est autorisé :

1°) à céder à titre d'échange aux consorts Teotahi et Tauru, une parcelle de la terre dite « Chefferie » à Pueu, d'une superficie de 900 m<sup>2</sup> ;

2°) à recevoir en échange, une parcelle de la terre Mautifau I sise également à Pueu, d'une superficie de 900 m<sup>2</sup> et appartenant aux consorts Teotahi et Tauru.

Cet échange sera conclu sans soultte de part ni d'autre.

Art. 2.— Le territoire est pareillement autorisé à rétrocéder gratuitement à la société mutuelle de développement rural, la parcelle de terre reçue en échange et visée à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un membre,*  
Jean SALMON.

*Le président,*  
Elie SALMON.

ARRETE n° 744 ELV du 8 mars 1967 *organisant des campagnes de plonge dans certains lagons.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 171 AAE rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération n° 60-13 du 9 février 1960 complétant et modi-

fiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 413 AAE/ELV du 16 février 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-9 du 26 janvier 1961 réglant l'élevage des huîtres nacrées et perlières en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 840 AA/TG/ELV/AE du 19 avril 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-43 du 8 avril 1961 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 263 AA du 31 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-9 du 24 janvier 1962 modifiant la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacrées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 AA/ELV du 23 mars 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-14 du 14 février 1963 complétant et modifiant certaines dispositions de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 1914 AA/ELV du 12 août 1964 rendant exécutoire la délibération n° 64-82 du 9 juillet 1964 modifiant certaines dispositions de la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'avis émis par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le 10 février 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 8 mars 1967,

#### Arrête :

Article 1er.— 1<sup>o</sup> La prolongation de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières est autorisée dans le lagon de Taenga du 15 février 1967 au 31 mars 1967 (inclus).

2<sup>o</sup> La plongée à nu des huîtres nacrées et perlières est autorisée dans le lagon de Nihiru du 15 février 1967 au 31 mars 1967 (inclus).

3<sup>o</sup> La plongée à nu des huîtres nacrées et perlières est autorisée dans le lagon de Takaroa (1er secteur) du 1er avril 1967 au 31 mai 1967 (inclus).

Art. 2.— Chaque commerçant est tenu de déclarer journalièrement auprès de l'agent du service de l'élevage ou, à défaut, du président du conseil de district les quantités de nacre dont il s'est rendu acquéreur. Cette nacre sera classée en 3 catégories :

1<sup>o</sup> Nacre n° 1 : forme normale, aucune piqûre.

2<sup>o</sup> Nacre n° 2 : forme normale, quelques piqûres.

3<sup>o</sup> Nacre n° 3 : forme normale, nombreuses piqûres.

4<sup>o</sup> Nacre n° 4 : valve déformée ou brisure de valve.

5<sup>o</sup> Nacre n° 5 : valve susceptible d'être utilisée par l'artisanat local (ex : valves de très grande dimension de forme ou couleur originale, présence de corail arborescent ou de soufflures de nacre etc...).)

Art. 3.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier, le chef du service judiciaire et le chef du service de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 8 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

ARRETE n° 775 AA du 9 mars 1967 portant relevé définitif des candidats pour le second tour des élections législatives en Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les déclarations de candidatures régulièrement enregistrées entre le 23 et le 29 janvier 1967 et ayant donné lieu, après versement du cautionnement exigé à la délivrance du récépissé définitif ;

Vu l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires complétées et modifiées par les ordonnances n° 58-1027 du 31 octobre 1958 et n° 59-224 du 4 février 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'assemblée nationale modifiée par la loi organique n° 61-817 du 29 juillet 1961 ;

Vu l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer modifiée et complétée par les lois n° 59-959 et n° 61-819 des 31 juillet 1959 et 29 juillet 1961 ;

Vu le décret modifié n° 59-394 du 11 mars 1959 portant application de l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 59-395 du 11 mars 1959 pris pour l'application dans les territoires d'outre-mer de l'article 6 de l'ordonnance n° 58-998 modifiée du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires ;

Vu la loi n° 66-1023 du 29 décembre 1966 relative à l'élection des députés à l'assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer ;

Vu l'avis donné le 31 janvier 1967 par la commission prévue à l'article 7 du décret 59-394 du 11 mars 1959 précité ;

Vu le décret n° 67-67 du 20 janvier 1967 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des députés représentant les territoires de la Polynésie française et les îles Wallis et Futuna ;

Vu l'arrêté n° 357 AA du 3 février 1967 portant relevé définitif des candidats aux élections législatives du 5 mars 1967 en Polynésie française ;

Vu le procès-verbal en date du 6 mars 1967 du président de la commission de recensement des votes pour le scrutin du 5 mars 1967 ;

Vu les déclarations des candidats,

#### Arrête :

Article 1er.— Le relevé des candidats aux élections législatives du 5 mars 1967 pour la Polynésie française, dont la candidature a été régulièrement maintenue pour le second tour est arrêté ainsi qu'il suit en ordre alphabétique, avec l'indication du suppléant, de l'étiquette politique et de la couleur choisie.

N° Révisé définitif	Candidat	Suppléant	Etiquette politique	Couleur et signe
3	Elie Teuraiterai Salmon dit Nédo	Andréa Haamoe de Balmann-Tourneux		Bulletins oranges circulaires et affiches impression orange sur fond blanc.
1	Francis Ioane Ariioehau Sanford	Anthelme Joseph Lucien Buillard	Te e'a api no Polynétia	Vert clair
2	John French a Mahuru a Teariki	William Ah Loy Tcheng	Pupu here a'ia te nuna ia ora	Rose

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré et publié selon la procédure d'urgence. Il sera apposé dans tous les emplacements d'affichage administratif (mairies, bureaux de circonscriptions, postes et chefferies).

Les dispositifs du présent arrêté seront transmis en tant que de besoin par voie télégraphique aux circonscriptions et districts éloignés.

Papeete, le 9 mars 1967.

Jean SICURANI.

**ARRÊTÉ n° 820 AA du 14 mars 1967 relatif aux bureaux de vote pour l'élection du représentant de la Polynésie française à l'assemblée nationale. (scrutin du 19 mars 1967).**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu les arrêtés n°s 418 AA du 10 février 1967 et 511 AA du 20 février 1967, relatifs aux bureaux de vote pour l'élection du député de la Polynésie française (scrutin du 5 mars 1967).

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Les dispositions des arrêtés n°s 418 AA et 511 AA des 10 et 20 février 1967 sont maintenues pour le scrutin du 19 mars 1967 tant en ce qui concerne la liste des bureaux de vote du territoire, que l'heure d'ouverture et de fermeture de ces bureaux et la désignation de leur président.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 14 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

**ARRÊTÉ n° 835 PEL du 16 mars 1967 relatif aux taux et aux modalités d'attribution des bourses de formation professionnelle.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française, et notamment son article 40-28e ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 67-18 du 14 février 1967 relative au régime des bourses de formation professionnelle ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 2 mars 1967,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>.— Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions d'attribution et de fixer les taux des bourses de formation professionnelle prévues par la délibération n° 67-18 du 14 février 1967.

Art. 2.— Les candidats à une bourse de formation professionnelle doivent fournir un dossier comprenant les pièces suivantes :

— une demande écrite précisant par ordre de préférence les spécialités envisagées ;

— les certificats médicaux d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics prévus par le décret 59-310 du 14 février 1959 ;

— un certificat de nationalité ;

— une fiche d'état civil ou un extrait d'acte de naissance ;

— le cas échéant, un extrait d'acte de mariage ;

— une copie certifiée conforme de chacun de leurs diplômes ;

— un certificat de vaccination anti-tétanique, anti-diphtérique et anti-varioloque en cours de validité ;

— un certificat du directeur du dernier établissement scolaire fréquenté attestant que l'intéressé avait une bonne conduite et comportant un relevé de ses notes et les observations de ses professeurs ;

— l'avis du conseiller d'orientation scolaire et professionnelle ;

— un engagement de suivre régulièrement et en entier le cycle des études et de servir, à l'issue de celui-ci, pendant 10 ans, dans l'administration du territoire, dans l'emploi correspondant à la formation reçue. Pour les candidats mineurs, cet engagement doit être accompagné d'une autorisation d'engagement signée par les parents ou le tuteur. Les signatures portées sur l'engagement et l'autorisation d'engagement doivent faire l'objet d'une certification de l'autorité habilitée. Faute du respect de cet engagement, le boursier, ses parents ou son tuteur seront tenus de rembourser la moitié des allocations versées et des frais engagés par l'administration au titre de la formation professionnelle, y compris, le cas échéant, les frais de passage ;

— un engagement de faire parvenir trimestriellement au chef du territoire un certificat du chef de l'établissement fréquenté, rendant compte de sa scolarité.

Art. 3.— L'attribution des bourses de formation professionnelle est prononcée par décision du chef du territoire sur proposition d'une commission comprenant :

- un conseiller de gouvernement (président)
- deux conseillers territoriaux désignés par l'assemblée territoriale
- le chef du service du personnel et de la fonction publique
- le chef du service de l'enseignement
- les chefs de service intéressés
- le conseiller d'orientation scolaire et professionnelle
- un délégué de chacun des deux syndicats de fonctionnaires les plus représentatifs.

Le classement est effectué par la commission en tenant compte :

1°) lorsque l'entrée à l'établissement d'enseignement où sera assurée la formation professionnelle est subordonnée à un examen ou à un concours, des résultats obtenus à cet examen ou à ce concours ;

2°) lorsque l'entrée à l'établissement d'enseignement où sera assurée la formation professionnelle est uniquement subordonnée à la possession d'un titre déterminé,

- de l'avis du conseiller d'orientation scolaire et professionnelle,
- de la série dans laquelle le candidat a acquis son diplôme et de la date d'obtention de ce diplôme,
- des désirs exprimés par le candidat,
- de l'avis du conseil des professeurs du dernier établissement scolaire fréquenté et des résultats scolaires,
- des mentions éventuelles obtenues au baccalauréat,
- de l'âge du candidat.

En principe, ne pourront être retenus pour :

— des études atteignant une durée supérieure à 4 années ou conduisant à un examen ou à un concours ouvert uniquement aux candidats titulaires d'une licence ou d'un diplôme équivalent, que les élèves ayant au plus 20 ans révolus au 1er octobre de l'année d'attribution de la bourse ;

— des études supérieures du niveau de la licence, que les élèves ayant au plus 21 ans révolus au 1er octobre de l'année d'attribution de la bourse et n'ayant pas subi plus d'un échec au baccalauréat ;

— des études de spécialisation courtes, tous les autres candidats titulaires du baccalauréat ou remplissant les conditions minimum imposées par le règlement de l'établissement où ils poursuivront leurs études.

Art. 4.— Pour les établissements de la Polynésie française le montant des bourses de formation professionnelle est fixé par référence à un traitement soumis à retenue pour pension, conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 5.— Les élèves poursuivant leurs études dans des établissements hors de Polynésie bénéficient :

1°) de réquisitions de passage pour rejoindre l'établissement où ils poursuivront leurs études et pour revenir dans le territoire à l'issue de celles-ci, dans les conditions prévues à l'article 6 du présent arrêté ;

2°) d'une indemnité annuelle d'équipement égale au traitement mensuel soumis à retenue pour pension affecté de l'index de correction, afférent à l'indice 165 nouveau (barème métropolitain) ;

3°) de la prise en charge complète de leurs frais de scolarité, y compris les ouvrages scolaires obligatoires ;

4°) de la prise en charge complète de leurs frais d'entretien lorsqu'ils sont internes. Lorsque le boursier n'est pas interne dans l'établissement où il poursuit ses études, il perçoit la rémunération mensuelle totale d'un fonctionnaire des cadres métropolitains titulaire de l'indice 165 nouveau en service à Paris ;

5°) pour les élèves internes, d'une indemnité pour frais divers égale au tiers des émoluments soumis à retenue pour pension d'un fonctionnaire des cadres métropolitains titulaire de l'indice 165 nouveau en service à Paris. Pendant les grandes vacances scolaires et les vacances de Pâques et de Noël, ils perçoivent la rémunération prévue au paragraphe 4 ci-dessus.

Les bourses sont accordées et renouvelées annuellement. Elles sont payables trimestriellement et par avance aux boursiers qui poursuivent leurs études hors de Polynésie française, mensuellement aux boursiers qui poursuivent leurs études dans le territoire.

Art. 6.— En ce qui concerne les passages et les indemnités de déplacement, les boursiers de formation professionnelle sont soumis aux dispositions applicables aux personnels fonctionnaires des cadres d'Etat créés pour l'administration de la Polynésie française. Leur classement dans les groupes est le suivant :

— candidats titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent poursuivant des études conduisant à des emplois du niveau de la catégorie A : groupe III ;

— autres candidats : groupe IV ;

— pour les transports maritimes, interinsulaires, les boursiers sont toujours classés au groupe III, le droit aux indemnités de déplacement, tel qu'il ressort des dispositions de l'alinéa précédent, n'étant pas affecté par ce classement.

Art. 7.— En cas d'interruption des études à l'initiative du boursier ou pour des raisons tenant à la discipline ou à l'insuffisance des résultats obtenus, le boursier, ses parents ou son tuteur seront tenus de rembourser la moitié des allocations perçues et des frais engagés par l'administration au titre de la formation professionnelle, y compris les frais de passage, conformément à l'engagement signé.

Toutefois, dans le cas d'interruption des études par suite d'insuffisance des résultats obtenus, la quotité remboursable pourra éventuellement être réduite, sur avis de la commission des bourses de formation professionnelle, celle-ci ayant toujours la possibilité de proposer la réorientation du boursier vers une autre spécialité d'un niveau moins élevé. En cas de nouvel échec après redoublement, la bourse sera immédiatement, selon l'avis de la commission, soit suspendue, soit supprimée. Pour les boursiers poursuivant leurs études dans le territoire, et toujours sur avis de la commission, le taux de la bourse, en cas de doublement d'une année d'études, pourra être réduit de 25 %.

D'autre part, les boursiers contraints d'interrompre leurs études pour des raisons de santé reconnues valables par le conseil de santé du territoire, pourront être dispensés provisoirement ou définitivement du remboursement prévu au premier alinéa du présent article.

Art. 8.— La suppression des bourses de formation professionnelle peut être prononcée à tout moment de la scolarité par le chef du territoire :

— pour indiscipline ou inaptitude constatée à recevoir l'enseignement dispensé,



— pour faits contraires à la dignité et à l'honorabilité même en dehors de la scolarité,

— pour inaptitude physique constatée.

La suppression de la bourse pourra être également prononcée au cours de la scolarité pour des faits antérieurs à l'octroi de la bourse qui, s'ils avaient été connus, auraient mis obstacle à l'allocation de celle-ci.

Dans tous les cas, la commission prévue à l'article 3 sera consultée : elle sera appelée à donner son avis sur l'application à l'intéressé des dispositions de l'article 7 ci-dessus.

En cas de suppression d'une bourse en métropole, l'intéressé peut bénéficier - à charge, éventuellement, de remboursement partiel ou total ultérieur du montant du passage - du rapatriement aux frais de l'administration sous réserve de demander celui-ci dans un délai maximum de 6 mois à compter du jour de la suppression de la bourse.

Art. 9.— L'allocation d'une bourse de formation professionnelle peut, sur demande du bénéficiaire, et après avis de la commission des bourses de formation professionnelle, être suspendue pour des motifs d'ordre personnel au plus jusqu'à la fin de l'année scolaire suivante. Si l'intéressé ne reprend pas ses études au terme de ce délai, il est réputé avoir renoncé à sa bourse et est astreint au remboursement prévu dans son engagement initial.

Art. 10.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1967.

Jean SICURANT.

## ANNEXE

Taux des bourses de formation professionnelle accordées pour la poursuite d'études dans les établissements de la Polynésie française.

### I.— Ecole territoriale d'infirmiers et d'infirmières

Allocation mensuelle égale au traitement soumis à retenue pour pension différent aux indices nouveaux (barèmes territoriaux) :

a) Cycle A	
1re année (diplôme d'Etat)	141
2e année	149
3e année (diplôme territorial complémentaire)	165

b) Cycle B	134
------------	-----

### II.— Ecole territoriale d'application de travaux publics

a) Cycle A	
1re année	149
2e année	165

b) Cycle B	134
------------	-----

### III.—Préparation au brevet élémentaire et cours normal

a) Préparation au brevet élémentaire et à l'entrée au cours normal	119
--	-----

La moitié de cette bourse sera versée mensuellement pendant la durée de la préparation au brevet élémentaire et à l'entrée au cours normal. L'autre moitié ne sera versée qu'à la fin de la scolarité mais uniquement dans le cas de succès au brevet élémentaire et à l'entrée au cours normal.

b) cours normal (formation professionnelle)	141
---	-----

ARRETE n° 840 AA/P du 16 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-18 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-18 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française, relative au régime des bourses de formation professionnelle.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera selon la procédure d'urgence.

Papeete, le 16 mars 1967.

Jean SICURANT.

## DELIBERATION n° 67-18 du 14 février 1967 relative au régime des bourses de formation professionnelle.

La commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, et notamment son article 40-28e ;

Vu la loi n° 160 du 12 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1205 PEL en date du 29 octobre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire de la Polynésie française, approuvée en conseil de gouvernement le 28 septembre 1966 ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'Assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-18 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Afin de faciliter l'accès aux emplois administratifs des niveaux des catégories A et B - et, exceptionnellement de la catégorie C - aux ressortissants du territoire, des bourses de formation professionnelle pourront être attribuées, après avis d'une commission dont la composition sera fixée par

arrêté du gouverneur, chef du territoire, à des candidats remplissant à l'expiration de leurs études les conditions générales d'accès à la fonction publique âgés de 26 ans au plus et qui auront signé un engagement de servir pendant 10 ans au moins, à l'issue de ces études, dans l'administration de la Polynésie française, soit dans un emploi de titulaire, s'ils sont admis dans les cadres, soit dans un emploi d'agent temporaire ou contractuel correspondant à la formation qu'ils auront reçue.

Art. 2.— Le nombre de ces bourses de formation professionnelle est fixé annuellement, pour chaque spécialité, par arrêté du chef du territoire, en fonction des perspectives de recrutement dans les différents services administratifs de la Polynésie française.

Art. 3.— Ces bourses sont classées en deux catégories :

a) celles accordées pour des études poursuivies dans des établissements de la Polynésie française,

b) celles accordées pour des études poursuivies dans des établissements métropolitains ou des départements d'outre-mer ou des autres territoires d'outre-mer.

Les taux de ces bourses qui pourront, dans le cas d'études poursuivies en Polynésie française, varier selon le niveau initial du boursier, et l'avancement de la scolarité, les indemnités et avantages divers qui s'y attachent, ainsi que les modalités de leur attribution, de leur suppression ou de leur suspension éventuelle, seront fixés par un arrêté du chef du territoire pris en conseil de gouvernement.

Art. 4.— Les boursiers de formation professionnelle n'ont ni la qualité de fonctionnaire ou élève fonctionnaire, ni celle d'agent salarié relevant du code du travail.

Toutefois, en cas de maladie, et sauf application d'un régime obligatoire de sécurité sociale, ils sont hospitalisés et bénéficient des soins médicaux dans les mêmes conditions que les fonctionnaires en service dans le territoire. Pendant la durée de leur hospitalisation, les boursiers poursuivant leurs études dans le territoire continuent à percevoir le montant de la bourse attribuée aux élèves internes.

A l'issue de leur hospitalisation, et si leur santé ne leur permet pas de reprendre immédiatement le cours de leurs études, ils peuvent, sur avis du conseil de santé du territoire, bénéficier du maintien de leur bourse normale jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours. D'autre part, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, les boursiers sont soumis aux dispositions prévues par la réglementation du travail en vigueur dans le territoire.

Les dépenses afférentes à l'application du paragraphe ci-dessus sont à la charge du budget du territoire.

Art. 5.— Les arrêtés d'application de la présente délibération devront intervenir dans un délai maximum d'un mois à compter de la publication du présent texte. Les dispositions relatives au nouveau régime des bourses de formation professionnelle seront applicables pour compter de la rentrée scolaire 1966 ; il est précisé qu'elles s'appliqueront à compter de la même date aux boursiers de formation professionnelle qui relevaient précédemment du régime des bourses défini au chapitre XI de l'arrêté n° 1137 PEL du 15 mai 1964 fixant les statuts particuliers, les échelonnements indiciaires et le régime des congés des fonctionnaires des cadres du territoire de la Polynésie française.

Art. 6.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

ARRETE n° 841 ELV du 16 mars 1967 ouvrant la plongée à nu dans le lagon de Amanu.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,  
Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 21 janvier 1904 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 171 AAE rendant exécutoire la délibération n° 59-2 du 16 janvier 1959 réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières par plongeur à nu en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 449 AAE du 4 mars 1960 rendant exécutoire la délibération n° 60-13 du 9 février 1960 complétant et modifiant certaines dispositions des articles 10, 12, 18, 23 et 24 de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959 sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 413 AAE/ELV du 16 février 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-9 du 26 janvier 1961 réglementant l'élevage des huîtres nacrées et perlières en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 840 AA/TG/ELV/AE du 19 avril 1961 rendant exécutoire la délibération n° 61-43 du 8 avril 1961 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 263 AA du 31 janvier 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-9 du 24 janvier 1962 modifiant la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 2749 AA/ELV du 5 décembre 1962 rendant exécutoire la délibération n° 62-30 du 3 mai 1962 relative à la pêche des nacrées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 637 AA/ELV du 23 mars 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-14 du 14 février 1963 complétant et modifiant certaines dispositions de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'arrêté n° 1914 AA/ELV du 12 août 1964 rendant exécutoire la délibération n° 64-82 du 9 juillet 1964 modifiant certaines dispositions de la délibération 59-2 du 16 janvier 1959, sus-citée ;

Vu l'avis émis par la commission consultative de la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le 17 février 1967 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 mars 1967,

Arrête :

Article 1er.— Est ouvert à la plongée à nu des huîtres nacrées et perlières le lagon de Amanu, du 1er avril 1967 au 31 mai 1967 (inclus).

Art. 2.— Chaque commerçant est tenu de déclarer journellement auprès de l'agent du service de l'élevage, ou, à défaut, du président du conseil de district les quantités de nacre dont il s'est rendu acquéreur. Cette nacre sera classée en 5 catégories :

- 1°) Nacre n° 1 : forme normale, aucune piqûre.
- 2°) Nacre n° 2 : forme normale, quelques piqûres.
- 3°) Nacre n° 3 : forme normale, nombreuses piqûres.
- 4°) Nacre n° 4 : valve déformée ou brisure de valve.

5°) Nacre n° 5 : valve susceptible d'être utilisée par l'artisanat local (ex : valves de très grande dimension de forme ou couleur originale, présence de corail arborescent ou de soufflures de nacre etc...).

Art. 3.— Le chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier, le chef du service judiciaire et le chef du service de l'élevage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1967.

*Le gouverneur,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

**ARRÊTÉ n° 842 AA du 16 mars 1967 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres en Polynésie française ;

Vu la demande du 21 février 1966 présentée par M. Lai Thei Tching ;

Vu les résultats de l'enquête de commodo et incommodo effectuée et les avis émis par les membres de la commission des établissements classés ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 mars 1967,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>.— M. Lai Tei Tching est autorisé à installer une station distributrice de carburants à Arue P.K. 4.900.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle de l'installation ci-dessus et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1967.

*Le gouverneur,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

**ARRÊTE n° 843 AA du 16 mars 1967 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive Tefana.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée par la loi du 18 avril 1924 ;

Vu le décret n° 54-1027 du 13 octobre 1954 portant règlement d'administration publique concernant les conditions d'application dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun de l'article 5 de la loi du 21 mai 1836 portant prohibition des loteries ;

Vu la circulaire ministérielle n° 7192 AP/SE du 7 septembre 1956 relative aux loteries et tombolas ;

Vu la demande formulée par M. Ernest Ganivet, président de l'association sportive Tefana ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 15 mars 1967,

**Arrête :**

Article 1<sup>er</sup>.— M. Ganivet Ernest, président de l'association sportive Tefana est autorisé à organiser une loterie au capital de 2.500.000 francs composé de 25.000 billets à 100 francs l'un dont le produit sera exclusivement destiné à l'aménagement d'un terrain de sport.

Art. 2.— Est autorisé l'attribution aux vendeurs de billets d'un billet gratuit pour neuf billets vendus.

Art. 3.— Le produit de la loterie sera intégralement et exclusivement appliqué à la destination prévue à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus sous la seule déduction des frais d'organisation et d'achat des lots.

Art. 4.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 5.— Les lots seront les suivants :

1<sup>er</sup> lot 500.000 francs

2 lots de 25.000 francs

10 lots de 10.000 francs

10 lots de 5.000 francs.

Art. 6.— Le contrôle de la loterie sera assuré par une commission composée de :

M. le chef du service des affaires administratives ou son représentant . . . . . *Président*

M. le président Jacques Tauraa, représentant de l'assemblée territoriale . . . . . *Membre*

M. le trésorier payeur . . . . . »

M. Ganivet Ernest, président de l'association sportive Tefana . . . . . »

Art. 7.— Le libellé des billets devra être approuvé par la commission prévue à l'article 6 avant toute émission, à cet effet des épreuves d'imprimerie lui seront adressées avant l'impression définitive. Ce libellé ne peut être modifié sans son assentiment.

Les billets devront mentionner :

- la date du présent arrêté ;
- la date et le lieu du tirage ;
- le siège de l'œuvre bénéficiaire ;
- le montant du capital d'émission autorisé ;
- le prix du billet ;
- le nombre des lots et la désignation des principaux d'entre eux ;
- l'obligation, pour les gagnants, de retirer leurs lots dans les trois mois du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'œuvre).

Les billets ne pourront être colportés, entreposés, mis en vente et vendus en dehors du territoire de la Polynésie française.

Leur placement sera effectué sans publicité et leur prix ne pourra, en aucun cas, être majoré.

Ils ne pourront être remis comme prime à la vente d'aucune marchandise.

Art. 8.— Le tirage aura lieu en une seule fois le samedi 19 août 1967 à Fa'a. Aucune autorisation de report de tirage ne sera plus accordée. Tout billet invendu dont le numéro sortira au tirage sera immédiatement annulé et il sera procédé à des tirages successifs jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé. Les résultats de la tombola seront publiés au J.O.P.F. au frais de l'association.

Art. 9.— Préalablement au tirage, les billets invendus seront retournés au siège social et les fonds recueillis seront versés à la caisse de M. le trésorier payeur.

Art. 10.— Aucun retrait de fonds ou d'intérêts ne pourra être effectué à la caisse du comptable du trésor, avant le tirage des lots, ni sans le visa du président de la commission prévue à l'article 6.

Si dans le délai de trois mois après la date du tirage de la loterie les fonds et intérêts n'ont pas été retirés, ou si l'association bénéficiaire est dissoute avant leur retrait, les sommes inscrites au compte de cette dernière seront versées par le comptable dépositaire à la caisse des dépôts et consignations d'où elles ne pourront être retirées sans l'autorisation du chef du territoire.

Art. 11.— Dans les deux mois qui suivront le tirage, les organisateurs adresseront au chef du territoire la liste des lots et les numéros gagnants ainsi que le procès-verbal du tirage et le compte rendu financier de l'opération. Justification sera donnée que les bénéfices ont bien reçu l'affectation indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 12.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 mars 1967.

*Le gouverneur,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 863 AA/DOM du 17 mars 1967 *rendant exécutoire la délibération n° 67-14 du 14 février 1967, accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Tahiti.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire.

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-14 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Tahiti.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1967.

*Le gouverneur,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

DÉLIBÉRATION n° 67-14 du 14 février 1967 *accordant des concessions définitives de divers emplacements du domaine public maritime à Tahiti.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale du 7 juin 1949, modifiée et complétée par celles des 14 mars 1963 (n° 63-26), et 4 juillet relatives aux tarifs applicables aux concessions maritimes en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1276 DOM en date du 28 décembre 1966 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 67-14 en date du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

**ADOpte :**

**Article 1<sup>er</sup>.—** Sont accordées, les concessions définitives à charge de remblai dans un délai de cinq ans, de six emplacements du domaine public maritime, à Tahiti, telles qu'elles figurent et aux conditions fixées au tableau ci-dessous :

N° d'ordre	Désignation - Situation et superficie	Bénéficiaires	Prix	Observations de la commission des monuments naturels et des sites
1	Emplacement du domaine public maritime à Punaauia (P.K. 9,400) de 8.942 m <sup>2</sup> au droit de la propriété de la société requérante.	Société anonyme «Le lotus»	447.100 francs (50 Fr par m <sup>2</sup> )	Les aménagements envisagés devront être réalisés d'après les directives et sous le contrôle de la S.E.T.I.L.
2	Emplacement du domaine public maritime à Arue de 2.063 m <sup>2</sup> au droit de la propriété du requérant. Extension de la concession accordée par délibération n° 65-22 du 9 février 1965 de l'A.T.	Yacht club de Tahiti	Gratuit	Concession à accorder sous réserve que toute édification de construction sur le remblai soit soumise à l'examen préalable de la commission des sites.
3	Emplacement du domaine public maritime à Paea (P.K. 21) de 66,24 m <sup>2</sup> au droit de la propriété de la requérante.	Melle Joséphine Teore-Fuller	3.312 Fr (50 Fr par m <sup>2</sup> )	Front de mer à aligner sur celui des riverains (concessions à régulariser).
4	Emplacement du domaine public maritime à Auaé (Faaa) (P.K. 2,500) de 1.076 m <sup>2</sup> au droit de la propriété du requérant.	M. Jean Petit	107.600 francs (100 Fr par m <sup>2</sup> )	Néant
5	Emplacement du domaine public maritime à Punaauia (P.K. 9,400) de 3.195 m <sup>2</sup> au droit de la propriété du requérant.	M. Julien Mugnier	159.750 francs (50 Fr par m <sup>2</sup> )	Les aménagements envisagés devront être réalisés d'après les directives et sous le contrôle de la S.E.T.I.L.
6	Emplacement du domaine public maritime à Arue de 775 m <sup>2</sup> au droit de la propriété du requérant. Extension de la concession accordée par délibération n° 63-33 du 21 mars 1963.	Conseil supérieur des biens des églises protestantes tahitiennes	Gratuit	Néant

**Art. 2.—** Ces concessions maritimes sont consenties aux clauses et conditions suivantes :

**1°) Aménagement d'un passage public en front de mer -**

Les concessionnaires seront tenus de ménager et laisser libre sur les emplacements à remblayer, un passage public de 3 mètres de largeur, en bordure du front de mer, à l'exception de la concession à accorder à Mademoiselle Joséphi-

ne Teore-Fuller, ladite concession étant déjà séparée du rivage par une plage de 10 mètres de large.

**2°) Utilité publique -**

Sur simple déclaration d'utilité publique, chacun des concessionnaires s'engagera à rétrocéder au territoire, la totalité ou partie de l'emplacement qui lui est présentement concédé, à charge par le territoire d'indemniser ledit concessionnaire.

**3°) Interdiction d'aliéner -**

En outre et dans un délai de dix ans pour compter de la date d'aliénation définitive à leur profit, les concessionnaires s'engageront à ne pas vendre les emplacements qui leurs sont présentement concédés.

Enfin, chacun des concessionnaires sera tenu de se conformer soit à l'alignement général donné par le service des travaux publics soit à l'alignement particulier des remblais dans chaque zone considérée.

**Art. 3.—** La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Un membre,*

Jean SALMON

*Le président,*

Elie SALMON.

**ARRETE n° 864 AA du 17 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-21 du 14 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>.—** Est rendue exécutoire la délibération n° 67-21 du 14 février 1967, de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, habilitant le chef du territoire à faire soutenir la défense du territoire devant le conseil du contentieux administratif de la Polynésie française (affaire Sonfui Shan Ho Foc).

**Art. 2.—** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

**DELIBERATION n° 67-21 du 14 février 1967 habilitant le chef du territoire à faire soutenir la défense du territoire devant le conseil du contentieux administratif de la Polynésie française.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 66-124 du 2 décembre 1966 de l'assemblée territoriale donnant délégation de pouvoirs à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1021 AA du 1er février 1967 du gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Dans sa séance du 14 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Le chef du territoire est habilité à soutenir l'action judiciaire intentée, devant le conseil du contentieux administratif de la Polynésie française, par M. Sonfui Shan Ho Foc, commerçant à Papeete, dont la fille Astrid, Hélène a été victime d'un accident survenu le 9 avril 1966 au service de l'hygiène dentaire.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Un membre,

Jean SALMON.

Le président,

Elie SALMON.

**ARRETE n° 865 AA/S du 17 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 67-23 du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 67-23 du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, tendant à fixer les tarifs de remboursement des transports médicaux effectués par les moyens administratifs du territoire.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 17 mars 1967.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

R. LANGLOIS.

**DELIBERATION n° 67-23 du 21 février 1967 tendant à fixer les tarifs de remboursement des transports médicaux effectués par les moyens administratifs du territoire.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 66-124 en date du 2 décembre 1966 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1012 S en date du 26 janvier 1967 de M. le gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 25 janvier 1967 ;

Vu le rapport n° 67-26 en date du 21 février 1967 de la commission permanente de l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 21 février 1967,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs de remboursement des transports médicaux effectués par les moyens administratifs entre le lieu de prise en charge ou de dépôt d'un malade ou d'un blessé et une formation du service de santé, sont fixés comme suit :

1°) — Transports par ambulances sanitaires ou par véhicules automobiles administratifs, en charge ou à vide : 20 Fr le Km.

2°) Transport par goélettes administratives du service local en charge ou à vide : 4.000 Frs par jour ou 200 Frs par heure d'utilisation du navire.

Toute fraction de kilomètre (trajet en véhicule) est arrondie au Km supérieur. Toute fraction d'heure de transport (goélette) est arrondie à l'heure supérieure.

Art. 2.— Les tarifs de remboursement des transports médicaux effectués par ambulances sanitaires ou par véhicules automobiles administratifs entre un établissement sanitaire privé et le lieu de prise en charge ou de dépôt d'un malade ou d'un blessé sont fixés comme suit :

1°) — D'un district à Papeete, ou de Papeete à un district : 20 Frs le Km.

2°) — A l'intérieur des communes de Pirae, Papeete, et Fa'aa, prix forfaitaire : 250 Frs.

Art. 3.— S'agissant de transports à destination d'une formation du service de santé, les porteurs d'un certificat d'indigence établi par le président d'un conseil de district ou par le maire d'une des communes de Fa'aa, Papeete, Pirae et Uturoa sont personnellement exemptés, à charge par les collectivités intéressées d'acquitter le prix du transport.

Art. 4.— La présente délibération qui est prise pour servir et valoir ce que de droit abroge toutes dispositions antérieures.

Un membre,

Le président,

Jean SALMON.

Elie SALMON.

**ARRÊTÉ n° 884 AA/PLAN du 20 mars 1967 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 bis du 1<sup>er</sup> décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme 1967 de la section locale du F.I.D.E.S., dans la limite des opérations approuvées le 27 février 1967 par le comité directeur.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret 49-732 du 3 juin 1949 relatif au mode d'établissement et à la procédure d'exécution des programmes tendant à la réalisation des plans d'équipement et de développement de la loi 46-860 du 30 avril 1946 et les textes subséquents ;

Vu la délibération 66-121 bis du 1<sup>er</sup> décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme de la tranche 1967 de la section locale du fonds d'investissement et de développement économique et social ;

Vu la résolution n° 47 du 27 février 1967 du comité directeur du F.I.D.E.S.,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Est rendue exécutoire la délibération n° 66-121 bis du 1<sup>er</sup> décembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le programme de la tranche 1967 de la section locale du F.I.D.E.S., en ce qui concerne les opérations dudit programme approuvées par la résolution susvisée du comité directeur, à savoir :

(millions de francs C.F.P.)

Chap.	Art.	Par.	Opérations	A.P.	C.P.	
					1967	1968
5006	7	2	Pêches Perliculture Grefte perlière	3,5	2,5	1
5007	4	5	Tourisme Bâtiments	4	—	4
		5	Gare maritime de Papeete	0,5	0,5	—
			Centre artisanal d'Hokatu	4,5	0,5	4
5011	5	5	Routes et ponts Routes à Tahiti et Moorea	5	2	3
	8	3	Route de la côte est Travaux divers			
			Petits ouvrages d'assainissement	1	—	1
				6	2	4
5012	6	1	Ouvrages portuaires et maritimes Balisage Balisage à Tahiti et Moorea	2	—	2
5021	2	4	Urbanisme et Habitat Etudes et recherches Etude de la régularisation de la Fautaua	1	1	—
		5	Etude de la régularisation de la Nahoata	1	—	1
	5	1	Travaux d'urbanisme Aménagement des sorties de Papeete	9,3	4,3	5
		8	Eclairage de la route de ceinture	7	—	7
				18,3	5,3	13
			Total des opérations	34,3	10,3	24

Art. 2.— Le chef du service du plan ordonnateur-délégué du F.I.D.E.S., les chefs de circonscriptions et les chefs de services intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

Pour le gouverneur,  
et par délégation :

Le secrétaire général,  
R. LANGLOIS.

**DÉCISION n° 907 FT du 20 mars 1967 accordant une subvention.**

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu l'ordonnance n° 733 du 30 décembre 1966 du tribunal de Papeete chargeant l'office de développement du tourisme de l'administration du syndicat d'initiative,

Décide :

Article 1<sup>er</sup>.— Une subvention de fonctionnement de *un million cinq cent mille (1.500.000) francs* est accordée pour 1967 au syndicat d'initiative de Papeete.

Art. 2.— Elle sera versée à l'office de développement du tourisme, administrateur du syndicat d'initiative.

Art. 3.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 43, article 1, exercice 1967.

Art. 4.— Le chef du service des finances ordonnateur délégué et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

DÉCISION n° 908 FT du 20 mars 1967 *portant attribution d'une bourse de formation professionnelle à un instituteur de l'enseignement privé.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu la demande en date du 9 mars 1967 de la directrice de l'enseignement protestant ;

Vu l'accord du chef du service de l'enseignement,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>.— Une bourse de formation professionnelle de *deux cent mille (200.000) francs* est accordée à M. Raapoto Jean Marius, instituteur de l'enseignement protestant pour suivre les cours de l'école normale protestante de Strasbourg.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 45, article 5, exercice 1967.

Art. 3.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 mars 1967.

*Le gouverneur.*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 946 CD du 22 mars 1967 *portant rectification d'un arrêté de dégrèvements.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu ensemble les arrêtés des 27 novembre 1912 et 17 mai 1951 ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté n° 217 CD du 25 janvier 1967 accordant divers dégrèvements ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 1967,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— L'arrêté n° 217 CD du 25 janvier 1967 est rectifié ainsi qu'il suit :

*Exercice 1961 - Ordonnance n° 1*

Propriétés bâties : *au lieu de* 917 francs - *lire* néant

*Exercice 1965 - Ordonnance n° 4*

Patentes	: <i>au lieu de</i>	5.610 »	<i>lire</i>	néant
Cent. C. de Cce	: »	561 »	»	néant
Cent. communaux	: »	3.927 »	»	néant
T.V.L.L.P.	: »	2.700 »	»	néant
Ordures ménagères	: »	69.829 »	»	67.579 »
Total	: »	144.931 »	»	129.931 »

*Exercice 1966 - Ordonnance n° 15*

Propriétés bâties	: <i>au lieu de</i>	911 »	<i>lire</i>	675 »
Cent. communaux	: »	12.799 »	»	13.035 »
Total	: sans changement			

*Exercice 1965 - Ordonnance n° 18 et 18 bis*

*au lieu de* : Exercice 1964 *lire* : Exercice 1965

Total général : *au lieu de* 4.249.146 *lire* 4.233.181



Art. 2.— Le trésorier-payeur, le chef du service des finances et de la comptabilité et le chef du service des contributions, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 948 CD du 22 mars 1967 rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae, Fa'aa et Uturoa, pour l'exercice 1966.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'Assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 490 AA/F du 16 février 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 de l'Assemblée territoriale arrêtant le budget territorial de 1966 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 1967,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae, Fa'aa, et Uturoa pour l'exercice 1966, s'élevant à la somme totale de : *Six millions deux cent trente-huit mille cinq cent soixante-trois francs* (6.238.563.-), savoir :

#### PERCEPTION DE TAHITI.

##### Rôle n° 41 - Exercice 1966.

#### I. — Recettes du budget local :

Patentes .....	2.679.650 »
Licences .....	17.500 »
Centimes addit. C. Commerce .....	268.041 »
Taxe d'entraide sociale .....	767.333 »
Taxe d'apprentissage .....	502.250 »
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers .....	319.000 »
Propriétés bâties .....	46.125 »
Sommes à répartir .....	217.304 »

Total..... 4.817.203 »

#### II. — Recettes du budget communal de Papeete :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences .....	1.170.855 »
Centimes additionnels sur les propriétés bâties .....	2.835 »
Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères .....	46.350 »
Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels .....	24.250 »
Total .....	1.244.290 »

#### III. — Recettes du budget communal de Pirae :

Centimes addit. sur la contribution des patentes .....	10.500 »
Centimes additionnels sur les propriétés bâties .....	3.510 »
Total .....	14.010 »

#### IV. — Recettes du budget communal de Fa'aa :

Centimes additionnels sur la contribution des patentes .....	17.000 »
Centimes addit. sur la contribution des licences .....	8.750 »
Centimes additionnels sur les propriétés bâties .....	1.710 »
Total .....	27.460 »
Total de la perception .....	6.102.963 »

#### PERCEPTION DE RAiatea-TAHAA

##### Rôle n° 42 - Exercice 1966.

#### I. — Recettes du budget local :

Patentes .....	18.000 »
Centimes addit. C. Commerce .....	1.800 »
Taxe d'entraide sociale .....	7.000 »
Taxe d'apprentissage .....	600 »
Total .....	27.400 »

#### II. — Recettes du budget communal d'Uturoa :

Centimes addit. sur la contribution des patentes .....	12.600 »
Total .....	12.600 »
Total de la perception .....	40.000 »

#### PERCEPTION DE BORABORA-MAUPITI.

##### Rôle n° 43 - Exercice 1966.

Patentes .....	12.000 »
Licences .....	22.500 »
Centimes addit. C. Commerce .....	3.450 »
Taxe d'entraide sociale .....	21.000 »
Taxe d'apprentissage .....	11.700 »
Sommes à répartir .....	24.950 »
Total de la perception .....	95.600 »
Total général .....	6.238.563 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 22 avril 1967.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 949 CD du 22 mars 1967 *rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local, pour les exercices 1964, 1965 et 1966.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 490 AA/F du 16 février 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-6 du 13 janvier 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le budget territorial de 1966 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 1967,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local, pour les exercices 1964, 1965 et 1966, s'élevant à la somme totale de : *Trois cent quatre-vingt-quinze mille huit cent quatre-vingt-huit francs* (395.888.-), savoir :

#### PERCEPTION DES TUAMOTU

##### Rôle de régularisation n° 4 - Exercice 1964.

Patentes.....	4.275 *	
Centimes addit. C. Commerce.....	429 *	
Total de la perception.....	4.704 *	
Total de l'exercice 1964.....	4.704 *	

#### PERCEPTION DES TUAMOTU

##### Rôle de régularisation n° 5 - Exercice 1965.

Patentes.....	81.850 *	
Centimes addit. C. Commerce.....	8.195 *	
Taxe d'entraide sociale.....	11.200 *	
Taxe d'apprentissage.....	1.200 *	
Total de la perception.....	102.445 *	
Total de l'exercice 1965.....	102.445 *	

#### PERCEPTION DES TUAMOTU.

##### Rôle de régularisation n° 6 - Exercice 1966.

Patentes.....	183.025 *	
Centimes addit. C. Commerce.....	18.314 *	
Taxe d'entraide sociale.....	21.600 *	
Taxe d'apprentissage.....	1.800 *	
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	64.000 *	
Total de la perception.....	288.739 *	
Total de l'exercice 1966.....	288.739 *	
Total général.....	395 888 *	

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

ARRÊTÉ n° 950 CD du 22 mars 1967 *rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae et Faaa, pour l'exercice 1967.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 4220 AA/F du 21 décembre 1966 rendant exécutoire la délibération n° 66-121 du 29 novembre 1966 de l'assemblée territoriale arrêtant le budget territorial pour 1967 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 22 mars 1967,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous, perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete, Pirae et Faaa, pour l'exercice 1967, s'élevant à la somme totale : *Seize millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille trois cent cinq francs* (16.485.305.-), savoir :

#### PERCEPTION DE TAHITI.

##### Rôle n° 2 - Exercice 1967.

#### I. — Recettes du budget local :

Patentes.....	234.004 *	
Licences.....	13.000 *	
Centimes addit. C. Commerce.....	21.108 *	
Taxe d'apprentissage.....	65.600 *	
Propriétés bâties.....	43.565 *	
Taxe sur les spectacles.....	708.760 *	
Sommes à répartir.....	169.230 *	
Total.....	1.255.267 *	

**II. — Recettes du budget communal de Papeete :**

Centimes addit. sur les contributions des patentes et des licences.....	20.622 »	
Centimes additionnels sur les propriétés bâties.....	7.560 »	
Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères.....	4.275 »	
Taxe sur la valeur locative des locaux professionnels.....	7.820 »	
Total.....		40.277 »

**III. — Recettes du budget communal de Pirae :**

Centimes additionnels sur la contribution des patentes.....	585 »	
Centimes additionnels sur les propriétés bâties.....	4.011 »	
Total.....		4.596 »

**IV. — Recettes du budget communal de Faaoa :**

Centimes additionnels sur la contribution des licences.....	550 »	
Total.....		550 »
Total de la perception.....		1.300.690 »

**PERCEPTION DE PAPEETE****Rôle n° 3 - Exercice 1967.****I. — Recettes du budget local :**

Propriétés bâties.....	8.072.665 »	
Total.....		8.072.665 »

**II. — Recettes du budget communal de Papeete :**

Centimes additionnels sur les propriétés bâties.....	2.835.015 »	
Taxe d'enlèvement d'ordures ménagères.....	4.276.935 »	
Total.....		7.111.950 »
Total de la perception.....		15.184.615 »
Total général.....		16.485.305 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 22 avril 1967.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mars 1967.

*Le gouverneur,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

R. LANGLOIS.

**EXTRAITS****Pensions, nominations, mutations, congés, etc...****FONCTION PUBLIQUE**

Par décision n° 597 PEL du 23 février 1967. — Est constatée, à compter du 31 janvier 1967, la démission de son emploi offerte par M. Colombani Edouard, agent de police de 2e catégorie, 2e échelon, en fonction au district de Parea (Huahine).

M. Colombani Edouard aura droit à une indemnité représentative de congé égale au seizième de la rémunération totale qu'il a perçue entre le 1er août 1964 au 31 janvier 1967.

Par arrêté n° 622 PEL du 24 février 1967. — M. Porlier André, instituteur de 2e échelon, échelle 1 B, catégorie B, du corps des instituteurs du cadre territorial, est placé sur sa demande en position de disponibilité pour convenances personnelles du 31 janvier 1967 au 28 février 1967 inclus.

Par décision n° 634 PEL du 27 février 1967. — M. Putoa (ex-Tetutaata) Georges, prote de 9e échelon (échelle 2 B), est chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes de l'imprimerie officielle pendant la durée du congé annuel cumulé de 60 jours accordé à compter du 15 février 1967 à M. Allain Charles, correcteur de classe exceptionnelle du corps latéral de la correction de l'imprimerie nationale, chef de service.

Par décision n° 646 PEL du 28 février 1967. — M. Bruhat Jean-Louis, chef de division de la F.O.M., est affecté, pour compter du 1er mars 1967, au cabinet du gouverneur, pour assurer l'intérim des fonctions de chef du bureau du courrier et de la section du chiffre, en remplacement de M. Besson Maurice, qui bénéficie d'un congé administratif en métropole.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chap. 3121, art. 4.

Par décision n° 659 PEL du 1er mars 1967. — Le médecin-capitaine Demichelis Bernard, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 8 février 1967 et arrivé à Papeete le 9 février 1967, est mis à la disposition du chef du service de santé pour servir en qualité de médecin du dispensaire d'Uturoa.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 25, art. 12.

Par décision n° 675 PEL du 2 mars 1967. — M. Roz Roger, adjoint technique principal de classe exceptionnelle du corps autonome des travaux publics, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 15 février 1967, et arrivé à Papeete le 16 février 1967, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics et des mines, pour servir en qualité de chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier.

Dépense imputable au budget du territoire : chap. 19, art. 6, paragraphe 5.

Par arrêté n° 682 PEL du 2 mars 1967. — En application des dispositions de l'article 98 (premier alinéa) de la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963, une disponibilité sans traitement de six mois, est accordée à Mme Klima Augustine, aide assistante sociale de 2e échelon, catégorie C, du cadre territorial, pour compter du 13 mars 1967.

Par arrêté n° 771 PEL du 8 mars 1967. — Mme Desvignes Denise, adjoint administratif de 2e échelon, catégorie C, du corps des adjoints administratifs du cadre territorial, en fonctions au service des contributions, est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité pour convenances personnelles, à compter du 4 juin 1967, et pour une durée de cinq mois.

Par arrêté n° 776 PEL du 9 mars 1967. — Mlle Voirin Marie, infirmière de 10e échelon, échelle 2 B, catégorie B, du corps des infirmières du cadre territorial, en fonction au dispensaire de Mamao, est placée sur sa demande dans la position de disponibilité pour convenances personnelles, à compter du 18 avril 1967, et pour une durée de deux mois.

Par arrêté n° 806 PEL du 13 mars 1967.— M. Terii Aimé, moniteur stagiaire de 1er échelon, catégorie D, du corps des moniteurs d'agriculture et d'élevage du cadre territorial, qui, en abandonnant son poste depuis le 3 février 1967, a rompu de sa propre initiative le lien qui l'attachait à l'administration, est licencié pour compter de cette même date.

Par arrêté n° 822 PEL du 14 mars 1967.— Mme Jurd Démécia, adjoint administratif de 6e échelon, catégorie C, du corps des adjoints administratifs du cadre territorial, est placée sur sa demande dans la position de disponibilité pour convenances personnelles à compter du 5 mai 1967, et pour une durée de quatre mois.

Par arrêté n° 823 PEL du 14 mars 1967.— En application des dispositions de l'article 98 de la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963, Mme Villiers née Terrier-Roselyne, contrôleur de 1er échelon, échelle 1B, catégorie B, du corps des contrôleurs des postes et télécommunications du cadre territorial, est placée sur sa demande dans la position de disponibilité sans traitement à compter du 1er mars 1967, et pour une durée de deux ans.

Par arrêté n° 824 PEL du 14 mars 1967.— En application des dispositions de l'article 95 (c) de la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963, la disponibilité accordée à Mlle Pénilla y Perella France, contrôleur de 2e échelon, échelle 1B, catégorie B, du corps des contrôleurs des postes et télécommunications du cadre territorial, est prorogée pour une durée d'une année pour compter du 28 mars 1967.

Par décision n° 848 PEL du 16 mars 1967.— M. Nivon Gérard, attaché de 2e classe, 2e échelon de la F.O.M., embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie UTA du 8 mars 1967, et arrivé à Papeete le 9 mars 1967, est mis à la disposition du chef du service des affaires administratives pour servir en qualité de chef du bureau des élections et du recensement.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 3121, article 4.

\* \* \*

## AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 668 AA du 2 mars 1967.— Les fonctionnaires désignés ci-après sont chargés des attributions d'agents verbalisateurs en vue de l'encaissement des amendes forfaitaires se rapportant aux contraventions de simple police relatives à la protection de l'hygiène et de la salubrité publiques d'une part, et d'autre part, à la police de la circulation :

*L'officier de paix :* Garbutt Walter.

*Les brigadiers :* Trafton Henri, Faremiro Alvan, Materauru Jean, Richmond William, Pito Maitoa, Zima Joseph.

*Les sous-brigadiers :* Tixier Romain, Brémond Marcel, Te-faatau Alphonse, Doom Otis, Drollet René, Tapeta Hutia.

*Les gardiens de la paix :* Tetuamahiriri Frédéric, Freedland Charles, Boosie Joseph, Maiotui Guy, Salmon Serge, Maroquere François, Tetuanui Lucien, Hanere Frédéric, Alvès Antonio, Putoa André-Charles, Fougousse Roger, Paheroo Damas, Tuiho Henere, Moarii Maurice, Teai Wilfrid, Colombani Albert, Johnston Joseph, Drollet Eric, Trafton Stellio, Te Tahiotupa, Richmond Otis, Vahine Tavae, Stergios Eugène, Garbutt Emile, Vahine Hira, Teumere Faarii.

Les agents verbalisateurs ci-dessus désignés prêteront serment devant le juge de paix de Papeete.

Dès après assermentation, les mêmes agents seront habilités à procéder à l'encaissement de l'amende forfaitaire pour certaines infractions à la police de la circulation et à la protection de l'hygiène et de la salubrité publiques.

\* \* \*

## AFFAIRES SOCIALES

Par décision n° 638 AS du 27 février 1967.— Un secours de vingt quatre mille francs (24.000 CFP) est accordé à M. Ferrand Louis, ancien employé du service de santé au titre des années 1965-1966.

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, chap. 46, art. 1, exercice 1966.

Par décision n° 639 AS du 27 février 1967.— Les secours mensuels ci-après, sont accordés du 1er novembre 1966 au 31 décembre 1967 à :

MM. Espayo Philippe, Afaabiti	500 Frs
Pua Hitirere, Afareaitu (Moorea)	3.000 Frs
Tuihani Ariihoro, Vaitoare (Tahaa)	500 Frs

La dépense est imputable au budget de fonctionnement, chap. 46, art. 1, exercices 1966 et 1967.

Par décision n° 684 AS du 2 mars 1967.— Un secours remboursable de vingt cinq mille sept cent soixante quinze francs C.P. (25.775 F) est accordé à Mme Frogier Tetuanui pour lui permettre de couvrir les frais d'hospitalisation de son fils Frogier Claude en métropole.

Mme Frogier Tetuanui s'engage à rembourser cette somme à raison de quatre mille francs (4.000 F) par mois à compter du 1er avril 1967.

MM. Teihotua Georges et Flori Jean-Baptiste s'engagent en se portant caution solidaire du remboursement de ladite somme en cas de défaillance de Mme Frogier.

Un secours non remboursable d'un montant de sept mille cinq cents francs par mois (7.500 F) est accordé pendant six mois et à compter du 1er avril 1967 à M. Hoata Damien.

La dépense est imputable au budget local, chap. 46, art. 3.

\* \* \*

## ENSEIGNEMENT

Par décision n° 439 E/IA du 14 février 1967.— Une bourse de catégorie D est attribuée, pour compter du 1er janvier 1967, à M. André Cheong, élève de 2e année à l'école des travaux publics et du bâtiment de Paris.

Par décision n° 440 E/IA du 14 février 1967.— La bourse de catégorie D précédemment renouvelée à M. Edouard Cadousteau, élève de 1re T.H. du lycée Technique hôtelier « Jean Drouant » de Paris, est supprimée pour compter du 1er février 1967.

Par décision n° 441 E/IA du 14 février 1967.— A compter du 1er janvier 1967, Mme Krause Martha, institutrice en fonction à l'école de Maraa (Tahiti), est mutée à l'école de Hakahau (Ua-Pou) — Marquises, en remplacement de Mme Johnston Eliane, mutée.

\* \* \*

## GENDARMERIE

Par décision n° 645 GEND du 28 février 1967.— Outre les missions qui lui sont dévolues par son arme et qui restent primordiales, le maréchal des logis-chef Martin, Roger, assurera, sous le contrôle et l'autorité de l'administrateur, chef de la circonscription des îles Australes, les fonctions de :

- Chef de poste administratif des îles de Rurutu et de Rimatara, avec résidence à Moeraï (île de Rurutu)
- Agent spécial
- Chargé des contributions
- Chargé de la douane
- Commissaire de police avec contrôle sur les agents de police de sa circonscription
- Correspondant de la caisse de compensation des prestations familiales
- Directeur de prison
- Maître de port et syndic de la navigation
- Porteur de contraintes.

Le maréchal des logis-chef Martin, Roger, pourra prétendre aux diverses indemnités prévues par les textes en vigueur.

Le maréchal des logis-chef Martin, Roger, prendra ses fonctions à compter de la date de passation de service avec son prédécesseur.

Par arrêté n° 698 GEND du 3 mars 1967.— Le militaire de la gendarmerie désigné ci-après est habilité à exercer, sur toute l'étendue du territoire de la Polynésie française, les fonctions d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République :

- Gendarme : Saget, Louis.

Par arrêté n° 763 GEND du 8 mars 1967.— Le militaire de la gendarmerie désigné ci-après est habilité à exercer, sur toute l'étendue du territoire de la Polynésie française, les fonctions d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur de la République :

- Gendarme : Barrau, Etienne.

\* \* \*

## JUSTICE

Par décision n° 641 J du 27 février 1967.— Sont désignés pour l'année 1967, en qualité de membres du tribunal des pensions de Papeete :

- 1°) M. le docteur Huck, demeurant à Papeete,
- 2°) M. Laurent Tarahu, délégué du gouvernement.

Par arrêté n° 699 J du 3 mars 1967.— Les militaires de la gendarmerie désignés ci-après sont habilités, sur toute l'étendue de l'île de Tahiti et dans le ressort de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent, à percevoir les amendes forfaitaires pour les contraventions de simple police relatives à la police de la circulation :

- Maréchal des logis-chef : Kerlidou, Jacques
- Gendarme : Capdepuuy, Jean-Pierre
- Gendarme : Combeau, Michel
- Gendarme : Saget, Louis.

Par arrêté n° 736 J du 7 mars 1967.— Les militaires de la gendarmerie désignés ci-après sont habilités, sur toute l'étendue de l'île de Tahiti et dans le ressort de la circonscription

administrative des îles Sous-le-Vent, à percevoir les amendes forfaitaires pour les contraventions de simple police relatives à la police de la circulation :

- Gendarme : Barrau, Etienne
- Gendarme : Quenivet, Roland.

Par arrêté n° 764 J du 8 mars 1967.— Le gendarme Dumontier, André, chef de poste administratif des îles de Nuku-Hiva et de Ua-Uka, avec résidence à Taiohae (île de Nuku-Hiva), est chargé des fonctions d'huissier et est investi de fonctions notariales pour les actes courants d'importance réduite.

Avant d'entrer en fonctions, le gendarme Dumontier, André, prêtera les serments prescrits par la loi.

Le gendarme Dumontier, André, assumera ses fonctions à compter de la date de ses prestations de serment.

Par décision n° 779 J du 10 mars 1967.— A compter du 31 mars 1967, un congé de deux mois est accordé à Me Solari, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Me Solari, Me Louis Rabu est nommé notaire intérimaire.

Avant d'entrer en fonctions, Me Rabu prêtera le serment d'usage.

Il cessera ses fonctions deux jours après le retour du notaire titulaire.

\* \* \*

## TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par décision n° 655 TLS du 1er mars 1967.— Une réquisition de passage Papeete-Paris via Los Angeles quittant Papeete, le vendredi 3 mars 1967 par vol UTA, sera délivrée au bénéfice de l'enfant Pihatarioe John, évacué sanitaire.

Les frais d'hospitalisation, des soins et de rapatriement de l'intéressé sont pris en charge par le territoire.

John sera accompagné. Les frais de voyage par avion Papeete-Paris et retour de la convoyeuse sont pris en charge par le territoire.

Ces dépenses sont imputables au budget local, chap. 46, art. 3.

Par décision n° 733 TLS du 7 mars 1967.— Le sous-lieutenant Chaumande Michel, du cadre des officiers techniciens, service matériel, détaché pour emploi auprès de l'inspection du travail de la Polynésie française, est nommé chef du centre de formation professionnelle accélérée de Papeete, à compter du 1er décembre 1966.

Il percevra pendant la durée de son détachement une prime mensuelle d'enseignement de 50.000 francs exclusive de toute indemnité.

L'adjudant Praud Georges (S.M.B.T.D.M.), détaché pour emploi auprès de l'inspection du travail de la Polynésie française, est nommé instructeur de mécanique automobile au centre de formation professionnelle accélérée de Papeete, à compter du 1er janvier 1967.

Il percevra pendant la durée de son détachement une prime mensuelle d'enseignement de 40.000 francs exclusive de toute indemnité.

Ces primes d'enseignement seront liquidées mensuellement sur états établis par le directeur du centre et visés par l'inspecteur du travail et des lois sociales.

Imputation budgétaire : chapitre 45, article 8 du budget territorial.

## AVIS OFFICIELS

## ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1967, sur une demande formulée par Mlle Régina Céran, demeurant à Papeete, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène, marque "Lister", puissance 6 KVA à Paea P.K. 19,1.

Cette installation est classée dans la 3<sup>e</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 avril 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 13 mars 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics  
et des mines,*

A. ELLACOTT.

## ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 1<sup>er</sup> avril 1967, sur une demande formulée par M. Apuarii Joseph, demeurant à Papara P.K. 36, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène, marque "Lister", puissance 4,500 KVA à Papara P.K. 36.

Cette installation est classée dans la 3<sup>e</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 avril 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 13 mars 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux publics  
et des mines,*

A. ELLACOTT.

## ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 15 avril 1967, sur une demande formulée par M. Buluc Etienne, boulanger, demeurant à Avera (île de Raiatea), en vue d'obtenir l'autorisation d'installer sur sa propriété deux moteurs deux temps pour l'entraînement d'alternateurs de 6 KW de puissance fournissant du courant 220/110 volts destiné à l'appareillage électrique de la boulangerie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 avril 1967 à 17 heures.

M. Claverie Claude, chef de la subdivision des T.P., I.S.L. V., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Uturoa, le 20 mars 1967.

Pour le gouverneur, chef du territoire :

*Le chef de la circonscription administrative  
des îles Sous-le-Vent,*

R. ANGELIER.

## ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours à compter du 1<sup>er</sup> avril 1967, sur une demande formulée par M. Louis Graffe, demeurant à Papenoo P.K. 18,500, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène, marque "Onan" GM, puissance 3,500 KVA, à Papenoo P.K. 18,500.

Cette installation est classée dans la 3<sup>e</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 avril 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 21 mars 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux  
publics et des mines,*

A. ELLACOTT.

## ENQUÊTE "de commodo et incommodo"

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26

avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte pendant 30 jours à compter du 1<sup>er</sup> avril 1967, sur une demande formulée par M. Laris Kindynis, directeur du Club Méditerranée, demeurant à Papeete (B.P. 575) en vue d'obtenir l'autorisation d'installer deux groupes électrogènes de 150 KVA chacun dans leur village de Haapiti (Moorea).

Cette installation est classée dans la 1<sup>re</sup> catégorie.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 avril 1967 à 17 heures.

M. Van Cam Pierre, conducteur des T.P.E., est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 21 mars 1967.

Pour le gouverneur et par délégation :

*Le chef du service des travaux  
publics et des mines,*

A. ELLACOTT.

## COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane

(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

PAYS	DEVICES	COURS EN FRS PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	90,01
CANADA.....	1 dollar canadien	83,15
COTE FRANÇAISE DES SOMA- LIS.....	1 fr Djibouti	0,42
MEXIQUE.....	1 peso mexicain	7,18
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.....	1 deutsch mark	22,66
AUTRICHE.....	1 schilling	3,48
BELGIQUE.....	1 franc belge	1,81
DANEMARK.....	1 couronne danoise	13,03
GRANDE BRETAGNE.....	1 Livre sterling	251,72
ITALIE.....	100 liras	14,41
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	12,58
PAYS-BAS.....	1 florin	24,94
PORTUGAL.....	1 escudo	3,12
SUEDE.....	1 couronne suéd.	17,42
SUISSE.....	1 franc suisse	20,78
TCHECOSLOVAQUIE.....	1 couronne tchéco.	—
MAROC.....	1 dirham	17,73
TUNISIE.....	1 dinar	170,98
AUSTRALIE.....	1 dollar	100,55
HONG-KONG.....	1 dollar	15,77
INDES.....	1 roupie	—
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 livre	250,17
JAPON.....	1 yen	—
FIDJI.....	1 livre	—

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

N° 192

du 13 mars 1967

#### ORDONNANCE

Expropriation parcelle do-  
maine Curtiss (Mahina)

Nous, Président du tribunal de première instance de Papeete,

Vu la requête de M. le gouverneur de la Polynésie française en date du treize mars mil neuf cent soixante sept ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 portant réglementation de l'expropriation pour cause d'utilité publique dans les Etablissements français d'Océanie, notamment en ses articles 15 et 59 ;

Vu le décret du 23 janvier 1967 déclarant d'utilité publique les travaux de construction du centre émetteur de radiodiffusion sonore à Mahina-Tahiti-Polynésie française ;

Vu l'arrêté gubernatorial numéro 365 AA du 6 février 1967 promulguant dans le territoire le décret du 23 janvier 1967 précité ;

Vu l'arrêté n° 618 CAB du 24 février 1967 déclarant spécialement urgents les travaux de construction du centre émetteur de radiodiffusion sonore de Tahiti sur la parcelle du domaine Charles CURTISS à Mahina, telle qu'elle est délimitée sur le plan parcellaire n° 91 du district de Mahina établi le 13 février 1967 par le bureau topographique F.M. Hérault, comprenant trois pièces : plan de la parcelle de sept hectares quatre ares dix centiares - cheminement des points jetés - plan de situation de la parcelle avec route d'accès projetés de douze mètres ;

Vu ledit plan parcellaire ;

Vu l'arrêté gubernatorial n° 626 CAB du 27 février 1967 déclarant immédiatement cessible la parcelle précitée ;

Vu la lettre du 1<sup>er</sup> mars 1967 du gouverneur de la Polynésie française transmettant au mandataire des propriétaires la proposition d'acquisition par l'administration de cette parcelle contre règlement de quatorze millions sept cent soixante et onze mille francs CP ;

Vu la lettre du 3 mars 1967 dudit mandataire refusant cette proposition au seul motif que le prix proposé est dérisoire ;

Attendu que toutes les formalités légales ont été remplies ;

Déclarons exproprié immédiatement, pour cause d'utilité publique, au bénéfice de l'office de radiodiffusion et de télévision française, l'immeuble dont l'occupation est nécessaire pour parvenir à l'exécution du décret du 23 janvier 1967 susmentionné et ce, conformément au plan parcellaire n° 91 du district de Mahina établi le 13 février 1967 par le bureau topographique F.M. Hérault délimitant la parcelle du domaine CURTISS d'une superficie de sept hectares quatre ares dix centiares appartenant aux héritiers Yves MARTIN.

Fait en notre cabinet au palais de justice à Papeete le treize mars mil neuf cent soixante sept.

Signé : P. TINSEAU.

Enregistré à Papeete (île Tahiti) le 13 mars 1967, Vol. 93, F° 8, N° 69, Gratis.

Pour le receveur - Signé : A. HAERERAAROA.

Transcrit littéralement au bureau des hypothèques de Papeete le 15 mars 1967, Vol. 506, N° 60, Gratis.

Signé : E. LEQUERRE.

Pour expédition :

*Le greffier,*  
G. REID.

## GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE

D'un jugement rendu le 24 février 1967 par le Tribunal Mixte de Commerce, sur requête de Monsieur LIAUZUN syndic, il a été extrait ce qui suit :

« Constate la clôture de la faillite "Jean POTHIER" ouverte par jugement du 28 mai 1954 ».

Pour extrait :

*Le greffier en chef,*  
G. REID.

## PARQUET DE MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE PRES LE TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE.

D'une assignation faite le 3 mars 1967 par M<sup>e</sup> R. MAI, huissier à la requête de dame SI KEAO SHING, demeurant à Papeete, Rue Cook, au parquet de Monsieur le Procureur de la République,

Il appert que le nommé Edward, Keenor ANDERSON, actuellement hors du territoire sans domicile ni résidence connus, est cité à comparaître devant le Tribunal civil de Papeete en son audience du 14 avril 1967 à 8 heures 30, pour répondre dans une instance en divorce.

Pour extrait conforme :

*P. Le Procureur de la République,*  
V. DELMEE.

## Etude de M<sup>e</sup> Claude GIRARD Avocat-Défenseur

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le vingt huit octobre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : Madame Marlène TEMORERE, domiciliée à Faaa lotissement SETIL, et ayant Me GIRARD pour avocat-défenseur,

Et : Monsieur Jacky GRAFFE, greffier, demeurant à Papeete.

Il appert que le divorce des époux GRAFFE-TEMORERE a été prononcé aux torts et griefs exclusifs du mari.

Pour insertion légale :  
Claude GIRARD.

## Etude de M<sup>e</sup> R. E. BAMBRIDGE, avocat-défenseur

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 21 octobre mil neuf cent soixante six, enregistré et signifié.

Entre : Madame Thérèse Louise Gilberte BELLIARD, secrétaire de Direction, employée aux Travaux Maritimes à Papeete, ayant Me BAMBRIDGE pour avocat-défenseur.

Et : Monsieur Michel Arthur Henri GRIGNON, demeurant à Taunua, quartier Ellacott, ayant Mes VITRY-ROBINET pour avocats-défenseurs.

Il appert que le divorce d'entre les époux GRIGNON-BELLIARD a été prononcé aux torts de l'épouse.

Pour extrait :  
R. E. BAMBRIDGE.

## ANNONCES DIVERSES

### BANQUE DE L'INDOCHINE

SUCCURSALE DE PAPEETE

SITUATION au 28 février 1967 de la Succursale  
de la Banque de l'Indochine à Papeete.

#### ACTIF

#### PASSIF

Avoirs extérieurs 2.557.334.645 »	Billets en circulation..... 1.432.247.585 »
Compte courant du trésor..... »	
Avance statutaire au Gouvernement..... 1.000.000 »	Comptes courants, dépôts et créiteurs divers ..... 1.681.428.385 69
Avances locales et portefeuille. 464.533.790 »	
Succursales et Agences ..... 3.437.473 69	Correspondants. 677.484 65
Comptes d'ordre et divers ..... 416.679.467 87	Comptes d'ordre et divers ..... 328.631.921 22
3.442.985.376 56	3.442.985.376 56

Papeete, le 13 mars 1967.

*Le Directeur de la Succursale :*  
Jacques de la ROCQUE.

### Société Civile Immobilière "SI NI TONG"

Rue Colette  
PAPEETE

Le renouvellement du Bureau de la Société pour l'exercice 1967 et 1968 a eu lieu en assemblée générale annuelle le 27 janvier 1967.

Ont été élus :

Président	: M. LING KI FOU c.i. N° 4654, commerçant
Vice-Président	: M. KUO TZU HUI c.i. N° 6498, »
Secrétaire	: M. NIM ENN SHAN SEI FAN »
Trésorier	: M. TCHOUNG POUN c.i. N° 2784, »
Contrôleurs	: M. WU CHICHON c.i. N° 6466, »
	M. YIM AH YI c.i. N° 6234, »

A compter du 1<sup>er</sup> avril 1967 le commerce de marchandises générales et boulangerie exploité par Monsieur YAO CHAN CHEONG à Iripau (Tahaa) est cédé à Monsieur CHU SING YUN.